



Comment l'occupation israélienne favorise l'extrémisme chiite dans le Sud du Liban

QUATRE ans après, le Sud du Liban semble être revenu à la situation qui prévalait avant l'invasion israélienne de 1982 : occupation déguisée de la région frontalière et, au-delà, interventions militaires ponctuelles, en particulier contre les positions de l'Organisation de libération de la Palestine. Le « retrait » officiel des troupes israéliennes du Liban en juin 1985 n'empêche pas une présence persistante de « conseillers » dans la zone dite « de sécurité » confiée à l'Armée du Liban-Sud (ALS).

Pour les Israéliens, l'aventure de 1982 n'aura finalement produit qu'un maigre résultat : désormais la zone « de sécurité » s'étend au-delà de l'ancienne bande frontalière du major Haddad, puisqu'elle arrive, à travers le couloir de Jezzine, jusqu'aux portes de Saïda. Du côté des Libanais et des Palestiniens, par contre, à la seule autorité de l'OLP et de ses alliés s'est substituée une telle variété de forces qu'il se dégage une impression de chaos. Et chacune d'entre elles semble mener un combat contre un ou plusieurs adversaires privilégiés : Amal contre les Palestiniens, Amal contre le Hezbollah (Parti de Dieu), le Hezbollah contre la FINUL...

Aucun fil conducteur n'existe entre ces divers affrontements, aucune certitude sur leur évolution non plus. Une seule chose est sûre, l'ordre que le mouvement chiite Amal a voulu imposer, avec le soutien actif de la Syrie, s'est effrité. Certes, Amal peut encore prétendre au contrôle du sud du Liban, mais au prix de deux batailles permanentes à l'issue incertaine : l'une contre la mouvance islamiste chiite groupée autour du Hezbollah, l'autre contre l'OLP.

Le pari islamiste

LE « retour » des Palestiniens s'est affirmé le mois dernier avec la destruction d'un avion israélien par leur DCA au dessus d'Ain-Al-Héloué, le plus grand camp de réfugiés du pays, au coeur du dispositif de l'OLP dans le Sud. Cette dernière contrôle aussi indirectement la ville de Saïda elle-même, en dépit de la présence d'observateurs syriens, et ce sont en majorité des Palestiniens qui tiennent le front de Kfar-Falous, face à l'ALS. Toutes les tendances palestiniennes, y compris les « dissidents » opposés à M. Arafat, sont implantées dans le



Sud, mais la prépondérance revient comme avant par le Fath. Mais « dissidents » et loyalistes se retrouvent ensemble pour la défense des camps. Il en est ainsi dans ceux de Beyrouth, ou à Rachidieh, dans le Sud, où les affrontements se sont multipliés au mois d'octobre entre les Palestiniens et le mouvement Amal. Ces derniers combats ont constitué une surprise, car la puissance de feu mise en oeuvre par ceux-ci témoigne d'un retour en force de l'OLP dans une région propice au lancement d'opérations de commandos contre Israël.

Ce retour de l'OLP s'est effectué par plusieurs canaux, notamment celui du Hezbollah. Ce dernier ne partage pourtant pas les options de l'organisation palestinienne, qui soutient l'Irak dans la guerre du Golfe, et il ne cache pas son désir de voir se développer un courant islamiste chez les Palestiniens. Mais, en aidant l'OLP, il contribue à affaiblir son rival immédiat, le mouvement Amal.

Aspirant depuis une dizaine d'années à s'assurer l'exclusivité de la représentation de la communauté chiite et à promouvoir son rôle politique dans la structure confessionnelle libanaise, Amal pouvait croire être arrivé à ses fins : en février 1984, l'organisation prenait le contrôle de Beyrouth-Ouest, et, un an plus tard, à la suite de l'évacuation israélienne, celui d'une grande partie du Sud¹. Mais l'impasse dans laquelle se trouve le gouvernement d'union nationale a affecté la crédibilité de M. Nabih Berri et montré à la base chiite, qui avait hâte d'en recueillir les dividendes, les limites de la solution confessionnelle nationale dans laquelle Amal avait beaucoup investi. Dans ce contexte, le discours islamiste du Hezbollah présente l'attrait d'un radicalisme novateur, d'autant plus qu'il s'appuie sur la force d'impulsion, encore intacte, de la révolution iranienne. Et, dans le marasme ambiant, le Hezbollah reste, grâce à l'Iran, l'un des rares partis, sinon le seul, à disposer encore de moyens financiers à la hauteur de ses ambitions.

Vive à Beyrouth et dans sa banlieue, la rivalité entre Amal et le Hezbollah ne saurait être tranchée ailleurs que dans le Sud, qui reste le vivier de la communauté chiite, alors que dans la Békaa, l'autre grande région chiite, cet antagonisme est tempéré par la présence syrienne. En attendant une explication finale, trop coûteuse pour l'instant, la confrontation prend des formes indirectes, telles la vague d'attaques contre la FINUL au cours du mois de septembre et l'escalade contre l'ALS. Parallèlement, le thème de la république islamique revient avec insistance : des pétitions réclamant son instauration ont recueilli des milliers de signatures et un timbre — illégal — a même été émis, portant l'inscription « République islamique du Liban. » L'irruption sur

¹Cf. Samir Kassir, « L'affirmation des chiites libanais », *le Monde diplomatique*, mai 1985.



la scène du parti Al Da'wa² est venue confirmer le sérieux des appels ouvertement lancés en ce sens.

L'établissement d'une république islamique au Liban ne va pas de soi. Mais si l'Iran l'emportait dans la guerre contre l'Irak, les bouleversements qui ne manqueraient pas de se produire pourraient favoriser un tel projet. Sa mise en pratique resterait cependant problématique dans les zones sous contrôle syrien — pour autant qu'elles le restent — et dans la capitale : ce serait bien entendu dans le Sud que se jouerait l'expérience. Les jours de la FINUL seraient alors comptés.

Un éventuel retrait de la FINUL aurait aussi des répercussions sur la politique israélienne, qui pourrait tendre à élargir la zone « de sécurité ». La situation de l'ALS n'est cependant guère rassurante pour ses commanditaires, de nombreuses désertions ayant été signalées à la suite de la campagne de harcèlement dont elle a fait l'objet, et Israël a dû encore renforcer son encadrement. Quelle sera, à ce propos, l'attitude du gouvernement de M. Shamir, qui vient de succéder à celui du travailliste Shimon Pérès à Jérusalem ? Cette inconnue, conjuguée à la redistribution des cartes sur le terrain entre les différents protagonistes libanais et palestiniens, fait que le Sud du Liban est une nouvelle fois ouvert à toutes les incertitudes.

Samir Kassir

² Le parti Al Da'wa a été fondé en Irak par l'imam Bagher Al Sadr, exécuté en 1980. Directement lié aux centres de pouvoir iraniens, il est notamment impliqué dans la vague d'attentats qui a touché le Koweït l'année dernière.



Id-Reference	86-Pr-000609
Media (Support)	HC
Title	Comment l'occupation israélienne favorise l'extrémisme chiite dans le Sud du Liban
Subtitle	
Section	
Language	Français
Source	Le Monde Diplomatique
Page	20
Date	Novembre 1986
Author	Samir Kassir
Co-Author	
Keywords	
Persons	Saad.Haddad – Yasser.Arafat – Nabih.Berri
Locations	Liban – Sud.Liban – Jezzine – Saïda – Syrie – Ain.Heloué – Kfar.Falous – Beyrouth – Rachidieh – Israël – Irak – Iran – Békaa – Itzhak.Shamir – Shimon.Pérès
Dates	1982, .. :06 :1985, .. :02 :1984,
Themes	Liban – Sud.Liban – invasion.israélienne.1982 – interventions.militaires – OLP – troupes.israéliennes – retrait – zone.sécurité – Armée.Liban.Sud - (ALS) – Libanais – palestiniens – mouvement.Amal – Hezbollah – FINUL – Syrie – mouvance.islamiste.chiite – réfugiés.palestiniens – observateurs.syriens – Fath – camps.palestiniens – opérations.commandos.Israël – retour.force.OLP – guerre.Golfe – communauté.chiite – Beyrouth.Ouest – gouvernement.Union.National – révolution.iranienne – présence.syrienne – République.islamique.Liban.établissement – Iran – politique.israélienne -
Subject	